

Communiqué de presse

Le 11 mars 2025

Les restrictions concernant les exportations de matériel de guerre mettent la sécurité de la Suisse en danger

Les exportations de matériel de guerre depuis la Suisse ont encore baissé l'année dernière. Après avoir chuté de 27% en 2023, ces exportations ont encore baissé de 5% en 2024, comme le montrent les chiffres du Secrétariat d'État à l'économie. Alors que les dépenses militaires augmentent considérablement dans le monde, l'industrie suisse de l'armement continue de perdre du terrain – une conséquence directe du renforcement des dispositions en matière d'exportation décidé en 2021. Toujours plus d'entreprises sont confrontées à des difficultés économiques ou délocalisent une partie de leur production à l'étranger. Sans possibilité d'exportation, l'industrie de l'armement en Suisse risque de disparaître – avec de graves conséquences pour la sécurité du pays.

L'évolution négative des exportations de matériel de guerre s'est poursuivie au cours de l'année écoulée. Après avoir chuté de 27% en 2023, elles ont encore baissé de 5% en 2024, comme le montrent les chiffres du Secrétariat d'État à l'économie. Ces reculs contrastent fortement avec la croissance massive des dépenses militaires dans le monde.

Le CTSE part du principe que ces chiffres ne sont que la pointe de l'iceberg. Les exportations de l'année dernière concernent en majorité des commandes qui avaient été passées avant le durcissement des règles d'exportation pour le matériel de guerre en octobre 2021. Depuis, la Suisse et, de ce fait l'industrie suisse de l'armement ont perdu leur statut de partenaire fiable. L'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark ont explicitement rayé les entreprises suisses de leur liste de fournisseurs potentiels. Par le passé, ces pays avaient parfois absorbé jusqu'à plus de 40% des exportations d'armement suisses. Depuis, les commandes de nombreuses entreprises se sont effondrées, ce qui apparaîtra seulement dans les chiffres d'exportation des années à venir, du fait que les projets durent souvent plusieurs années.

La perte de confiance envers la Suisse se répercute toujours plus sur les entreprises de l'industrie de l'armement suisse. Elles sont confrontées à des difficultés économiques ou délocalisent une partie de la production à l'étranger : Safran Vectronix, un fabricant d'appareils de mesure de distance et de vision nocturne, a dû introduire le chômage partiel. Swiss P Defence, qui produit des munitions de petits calibres, a récemment licencié 22 collaboratrices et collaborateurs. B&T AG, qui produit quant à elle des armes de petits calibres, a été contrainte d'ouvrir une filiale en Allemagne pour pouvoir continuer à fournir l'armée allemande. GDELS-Mowag, le producteur de véhicules blindés à roues, doit créer davantage de valeur ajoutée dans le pays du client, ce qui coûte des emplois en Suisse. Et Carbomill a dû céder du savoir-faire technologique aux concurrents étrangers. Ses produits sont désormais fabriqués et livrés dans ces pays.

Ces exemples montrent que les dispositions en vigueur en matière d'exportation chassent littéralement de Suisse les entreprises de l'industrie de l'armement. La Suisse perd ainsi un précieux savoir-faire technologique. C'est la raison pour laquelle les dispositions relatives à l'exportation dans la loi sur le matériel de guerre doivent être rapidement adaptées. Dans le cas contraire, l'industrie de l'armement suisse ne survivra pas du point de vue économique. Or, sans industrie de l'armement, les systèmes de l'armée suisse ne peuvent pas être maintenus opérationnels. La sécurité de la Suisse est donc en danger.

Au nom du Cercle de travail « sécurité et économie »

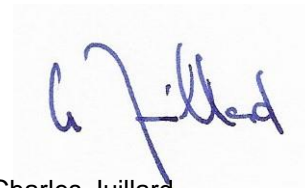
La co-présidence :



Maja Riniker
Présidente du Conseil national
Co-présidente du CTSE



Michael Götte
Conseiller national
Co-président du CTSE



Charles Juillard
Conseiller d'État
Co-président du CTSE

Pour toute question :

Matthias Zoller, Secrétaire général, tél. : 079 936 24 70, e-mail : asuw@swissmem.ch

Le cercle de travail « sécurité et économie » est l'élément politique de l'industrie suisse de la sécurité et de la défense. Il se compose, d'une part, d'acteurs politiques individuels représentés par une co-présidence et, d'autre part, des associations de l'industrie de l'armement – SWISS ASD (The Aeronautics, Security and Defence Sector of Swissmem), GRPM (Groupe romand pour le matériel de Défense et de Sécurité) et GMDSI (Gruppo materiale difesa e sicurezza della Svizzera italiana) – représenté par le Groupe industriel.

Le but du cercle de travail « sécurité et économie » est de créer les bonnes conditions pour une industrie d'armement nationale performante.

SWISS ASD est l'un des 25 secteurs industriels de Swissmem, l'association de l'industrie tech suisse (industrie des machines, des équipements électriques et des métaux ainsi que branches apparentées). Une centaine d'entreprises suisses avec plus de 20 000 employés développent et produisent aussi bien des produits et des systèmes civils que militaires. Elles offrent des services dans le domaine de l'aviation et de la sécurité ainsi que de la technologie de défense. SWISS ASD s'engage pour le bon fonctionnement du marché intérieur, de bonnes conditions d'exportation et des affaires compensatoires durables et constitue la base suisse de la certification de l'industrie aéronautique.

Le « Groupe romand pour le matériel de Défense et de Sécurité (GRPM) » se compose de soixante entreprises de Suisse romande. Son but est de faciliter l'accès des entreprises de cette région aux mandats de la Confédération et de créer des conditions-cadres qui contribuent au maintien des bonnes relations entre ces entreprises, l'administration fédérale et les autorités politiques, ainsi qu'avec les entreprises générales responsables de la gestion des achats de l'armée suisse.

Le « Gruppo materiale difesa e sicurezza della Svizzera italiana (GMDSI) » se compose d'entreprises de la Suisse italophone. Son but est de faciliter l'accès des entreprises de cette région aux mandats de la Confédération et de créer des conditions-cadres qui contribuent au maintien des bonnes relations entre ces entreprises, l'administration fédérale et les autorités politiques, ainsi qu'avec les entreprises générales responsables de la gestion des achats de l'armée suisse.